

## Les enjeux du journalisme provincial en période de transformations politiques

### [ The challenges of provincial journalism in times of political transformation ]

*Daniel Nsimba Bwanga*

Département des Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Lubumbashi, Lubumbashi,  
Haut-Katanga, RD Congo

Copyright © 2021 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the ***Creative Commons Attribution License***, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

**ABSTRACT:** The content analysis of the audiovisual programs shows to what extent the journalism practiced at RTNC Haut-Katanga is stalling, because of its editorial line on the one hand, and the building effect on the other. Indeed, the objective pursued in this reflection is to demonstrate the limits of journalism which is practiced in the provinces in an audiovisual channel of the Congolese State. This journalism observes and promotes with commitment its editorial line which, moreover, constitutes one in the journalist's work. But in the case of the RTNC, this editorial line ultimately becomes a brake on the dissemination of quality information. Of course, observing an editorial line is a journalist's duty. The editorial line orients and specifies the work of a press house. However, promoting a brand image of a company, even of the state, always boils down to activism to the point where it becomes difficult to see the loopholes. The consequence is that this way of working stifles criticism. Moreover, trying to spare the boss who is the State at all costs (building effect) this stifles the work of the journalist with the risk of losing all credibility with his audience. This article has the merit of demonstrating how the editorial line, although of value in the treatment of information, ultimately constitutes an obstacle to the dissemination of information that is expected by the public. In order to avoid this inconvenience, the journalist obliges himself to respect the facts as well as his independence. He must ensure that he performs his work in accordance with the rules of the art.

**KEYWORDS:** Editorial line, Information, Public service, Journalism, Freedom of the press.

**RESUME:** L'analyse de contenu des programmes audiovisuels montre à quel point le journalisme qui se pratique à la RTNC Haut-Katanga marque le pas, à cause de sa ligne éditoriale d'une part, et de l'effet building d'autre part. En effet, L'objectif poursuivi dans cette réflexion est de démontrer les limites du journalisme qui se pratique en province dans une chaîne audiovisuelle de l'Etat Congolais. Ce journalisme observe et fait valoir avec engagement sa ligne éditoriale qui du reste constituerait une dans le travail du journaliste. Mais le cas de la RtnC, cette ligne éditoriale devient finalement un frein à la diffusion de l'information de qualité. Certes, l'observation d'une ligne éditoriale est un devoir du journaliste. La ligne éditoriale oriente et spécifie le travail d'une maison de presse. Cependant, la promotion d'une image de marque d'une entreprise fut-elle de l'Etat, ramène toujours à un militantisme au point qu'il devient difficile de voir les failles. La conséquence est que cette façon de travailler, étouffe la critique. Par ailleurs, chercher à ménager à tout prix le patron qui est l'Etat (effet building) ceci étiole le travail du journaliste avec le risque de perdre toute crédibilité auprès de son public. Cet article a le mérite de démontrer comment la ligne éditoriale quoi que une valeur dans le traitement des informations, constitue finalement un frein à la diffusion d'une information qui est attendue par le public. Afin d'éviter ce désagrément, le journaliste s'oblige au respect des faits ainsi qu'à son indépendance. Il devra veiller à exercer son travail dans le respect de règles de l'art.

**MOTS-CLEFS:** Ligne éditoriale, Information, Service public, Journalisme, Liberté de presse.

## 1 INTRODUCTION

La république démocratique du Congo est un pays en perpétuels soubresauts politiques depuis son indépendance en 1960. Le métier de journalisme n'a pas échappé à ces turbulences. Il a dû subir les contrecoups des aléas politiques et sociologiques qui, au final ont façonné le type de journalisme qui se pratique aujourd'hui dans notre pays.

L'année 1980 est venue ajouter à la complexité du métier un grand bouleversement technologique: l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Pierre Levy n'en pense pas autrement: « Après l'ère industrielle du 20<sup>ème</sup> Siècle, l'humanité est entrée de plein pied dans l'ère du savoir, un savoir collectif propre à la société de l'information dont les origines remontent aux années 1980. C'est l'époque de l'explosion de l'information – elle –même multidimensionnelle, multisectorielle, quantitativement importante. Comme dans tous les univers, l'information a fortement influé sur la vie sociopolitique. Il faudra considérer que l'item *information* au menu du *Dictionnaire des médias* de Francis Balle, l'information constitue tout renseignement ou l'ensemble de renseignements concernant quelqu'un ou quelque chose et susceptible d'être portée à la connaissance d'une personne ou de plusieurs personnes rassemblées ou dispersées et sans relation les unes des autres » (Balle F., 2006: 213).

Et par l'émergence de technologies de l'information et de la communication, « les sociétés ont connu de grandes mutations à la fois rapides, transversales, profondes et universelles » (Levy P., 1994: 14). Cela a permis au public congolais de s'informer sans passer nécessairement par des voies officielles. Ce qui permet une lecture comparative des informations, surtout en période de changement politique. Avec l'avènement des technologies de l'information et de la communication, on se poserait alors la question de savoir quels seraient les enjeux d'un journalisme en province surtout en période de mutation politique ?

Paradoxalement, à ce jour, et plus que jamais, les médias officiels orientent leurs lignes éditoriales vers leurs propres intérêts au détriment d'un métier plus libre et indépendant. En poussant la réflexion plus loin, nous pouvons nous poser la question suivante: comment rendre plus crédible la ligne éditoriale d'une entreprise officielle de presse audio-visuelle telle que la RTNC /Haut-Katanga.

Par rapport à la reproduction aveugle des informations en provenance de Kinshasa, s'il faut prendre en compte la dépendance financière et statutaire de la chaîne locale, il serait convenable de réformer le secteur audio-visuel en RDC, en commençant par les médias d'Etat. Cela pourrait être un vecteur de changement qui conditionnerait les médias audiovisuels privés à jouer également un rôle positif dans tous les secteurs de la vie de la population. Cette réforme pourrait avoir comme but de transformer la RTNC en un véritable service public, ce qui pourrait produire des effets d'entraînement positif sur tout le paysage audiovisuel congolais. Les instruments tels que la ligne éditoriale, son choix, son application sur les informations ne devrait pas priver le public d'une information crédible et de qualité à l'ère d'internet. Car le citoyen est désormais armé pour se renseigner autrement sur des réseaux d'information plus crédibles. La transformation de la RTNC en service public (comme maison de presse, la RTNC est considérée comme un service public mais en réalité c'est une chaîne aux mains de l'Etat.) devient une nécessité dès lors qu'il s'agit d'introduire de la plus-value au service rendu au public, laquelle se caractérise par le respect de la ligne éditoriale et l'information du public sans altérer le message.

L'objectif de cette réflexion est de tenter de montrer que l'introduction des nouvelles technologies de l'information a affecté d'une manière certaine le fonctionnement du journalisme en province, surtout lors des échéances majeures telles que les élections, la gestion de conflits armés, mais surtout lors de l'avènement de la démocratie. Cette réflexion s'articule en cinq points essentiels: de la résurgence de la liberté de parole comme un enjeu majeur, la ligne éditoriale comme balise; la place de l'information locale; les turbulences journalistiques et les contraintes.

## 2 DE LA RÉSURGENCE DE LA LIBERTÉ DE PAROLE: UN ENJEU MAJEUR

La rupture politique en République démocratique du Congo vers les années 1990, a permis deux faits essentiels: l'avènement du multipartisme et la libéralisation de la presse. Sous le régime dictatorial du Maréchal Mobutu, la presse était muselée par le pouvoir. Il sied de retenir qu'au lendemain du discours historique du 24 avril 1990, discours qui consacrait le multipartisme, l'on a observé l'avènement des maisons de presse à travers le pays. Et les médias se sont imposés comme phénomène social dans leurs interactions avec la société.

Pour Lino Pungi: « les médias sont devenus de nos jours un fait social: leur influence grandissante marque et modèle la culture, et qui dit culture, dit pensée, vision du monde et de l'homme dans son comportement individuel et collectif dans son agir imaginaire et symbolique. Ils sont ainsi devenus un *modus operandi* de la vie sociale. Ceci nous amène à dire que les hommes d'aujourd'hui savent, pensent et disent que la vie est conditionnée par les médias et que l'expérience humaine est devenue une expérience médiatique » (Pungi L.,: 5).

Les médias sont dès lors considérés comme un couteau à double tranchant qui peut servir et desservir à la fois. Ils constituent à même temps, « un facteur de risque »<sup>1</sup> pour le pouvoir en place et une « richesse dans une société démocratique. »<sup>2</sup> Les informations qu'ils distillent rentrent dans un processus communication qui a tendance à dérapier du fait de l'absence d'un cadre institutionnel rigoureux qui préside à son émergence. Le monde sociopolitique congolais n'était pas préparé à entrer de plaines pieds dans une ère de la parole libérée. Ainsi, l'avènement de la liberté d'expression dans un environnement non préparé, conjuguée avec l'avènement de la démocratie, a comme libéré la cage aux loups qui se sont mis en divagation communicationnelle.

L'argument de Philippe Breton est sans aucun doute justifié: « La place prise par les médias, l'importance de la publicité comme phénomène de société, l'irruption de nouvelles technologies de communication sont aujourd'hui l'occasion de débats parfois très tranchés » (Breton Ph., 2012: 13) et pas toujours orthodoxes dans l'espace public congolais. La soif du pouvoir et le sensationnalisme à tout crin ou le recours aux invectives à tout rompre ont transformé le métier du journalisme surtout en province. Car c'est de la ligne éditoriale imposée à partir de la capitale Kinshasa que les stations de télévision provinciales tirent leurs substances informationnelles. Ce qui est préoccupant sur le plan de la pratique professionnelle

En nous proposant de mener une réflexion sur les enjeux du journalisme en période de transformations politiques, tant du point de vue notionnel que du point de vue organisationnel, nous avons à cœur le souci de décortiquer la Radiotélévision Nationale Congolaise, installée dans la province du Haut-Katanga. Il s'agit en substance d'examiner entre autres les problèmes que pose sa ligne éditoriale pendant la période de 2016 – 2017, période qui correspond aux turbulences politiques issues de la tentative du président Joseph Kabila de s'octroyer, de manière inconstitutionnelle, le troisième mandat. Notre analyse tient à démontrer qu'il n'est pas d'information crédible tant que les médias dits officiels ne deviennent pas publics. Car cela pose le problème de la diversité d'opinions pour le bien du public et de l'épanouissement même de médias.

Si l'on se réfère au fait que l'information répond à un besoin humain fondamental, le journaliste a la lourde obligation d'apporter une information véridique au public. Mieux, le journaliste provincial, proche du terroir se doit d'être crédible en proposant des informations dignes de confiance. Cela consoliderait la démocratie comme le souligne judicieusement Yves Agnès: « Il n'est pas d'exercice de la démocratie sans une information honnête, rigoureuse, fiable, pluraliste et responsable. Le droit du public à une information de qualité fonde la légitimité du travail du journaliste. Une information de qualité détermine la confiance du public et qualifie la valeur des médias qui les éditent » (AGNES Y., 2008: 435).

Le journaliste s'oblige ainsi à apporter à son public l'information dont il a besoin pour vivre en homme libre et autonome. Pour assurer cette tâche, sa première obligation est le respect de la vérité. Toujours dans l'intérêt du public, il se doit déontologiquement, de vérifier l'information avant toute diffusion et cela en toute honnêteté. Le professionnel de médias qui a compris le bien fondé du métier, c'est-à-dire, livrer la bonne information, vraie, impartiale, équilibrée et indépendante, ne cherchera pas à contourner la réalité des faits et en inventer une autre à diffuser au public.

### **3 DE LA LIGNE ÉDITORIALE: DES BALISES ESSENTIELLES**

Dans la société en général, l'actualité est nourrie par plusieurs faits issus des domaines variés. Dans une société en transformation, les tendances divergent davantage entre les conservateurs et les modernistes ce qui décuple les sources d'informations. Afin d'éviter la diversion des uns et des autres, il s'avère important de délimiter le champ d'action, sinon de faire le choix et d'en préciser à l'avance les critères. D'où l'importance du choix d'une ligne éditoriale claire. Celle-ci a pour fonction de baliser la vision du média et de hiérarchiser la place des sujets dans les journaux d'informations. Elle définit les choix de traitement. Du coup, elle constitue des limites à ne pas franchir, une fois le principe établi. C'est cela qui constitue le frein lorsqu'on prend en considération le journal provincial, dans le Haut-Katanga, comme dans le reste de la république, d'ailleurs. Il est soumis à une seule ligne éditoriale nationale, (l'accompagnement médiatique), des institutions comme si l'ensemble du pays n'avait qu'une et une seule réalité uniforme. Cette façon de procéder renvoie, malgré la démocratie, à une manière déguisée de prolonger les relents dictatoriaux du régime mobutiste et kabiliste; une mainmise absolue sur le pouvoir audiovisuel.

C'est pourquoi il est nécessaire d'avoir de l'indépendance au niveau rédactionnel. La rédaction se poserait alors des questions, en toute autonomie, sur le choix judicieux des informations: privilégier le reportage ou les déclarations, les invités en direct ou le

---

<sup>1</sup> Facteur de risque en ce sens que s'il est bien utilisé en donnant de la bonne information, fiable aux yeux des citoyens, cela contribue à crédibiliser à la fois maison presse voir même les gouvernants. Ce qui invite à l'usage conscient de l'outil médiatique dans les règles de l'art et de la déontologie.

<sup>2</sup> Dans une société démocratique, les médias constituent une richesse dans la mesure où ils sont au service des citoyens. Ils vont s'en approprier en faire un outil de débats et d'échange.

travail d'un correspondant ? Elle définirait le point d'équilibre entre le traitement de l'information et de l'opinion. A ce sujet, La Gardette souligne que: « Si vous restez trop flou, votre lectorat le sera aussi. Qui dit flou dit vague, qui dit vague dissuade » (La Gardette, J-M., 2008: 28).

Par ailleurs, c'est la ligne éditoriale qui permet de fidéliser son auditoire, ses lecteurs. Elle se définit en fonction des centres d'intérêt de l'équipe rédactionnelle. C'est elle qui dicte les choix des thèmes, des informations ainsi que l'angle à aborder. Elle donne à l'entreprise audiovisuelle une certaine originalité, une cohérence, voire sa justification. Elle hiérarchise les rubriques les unes par rapport aux autres. C'est ici que se justifie la conférence de rédaction, cette instance qui délimite les marges de manœuvre dans lesquelles va évoluer l'ensemble du journal radio-télévisé, par exemple.

Dans le concret, la ligne éditoriale n'est pas, comme on le remarque dans la majorité des rédactions locales, du ressort du Directeur Général de la radio, ni de son Président, encore moins de son autorité de tutelle.

#### 4 DE LA PLACE DE L'INFORMATION LOCALE

Considérée comme « des événements nouveaux », selon Deborah Potter, « l'information est le récit d'événements récents ou des nouvelles inédites, [...], tous les événements qui se produisent chaque jour dans le monde ne sont pas forcément relatés par la presse écrite ou audiovisuelle » (Potter D., 2005: 5).

L'on peut donc, à partir de l'herméneutique des informations disponibles, se poser la question de savoir ce qui préside à la sélection et à l'alignement d'une information pour la publication ou pour la diffusion ? Divers facteurs entrent en ligne de compte pour ce faire. Ainsi, les journalistes professionnels pourront décider de l'intérêt d'une nouvelle selon les critères d'évaluation: l'opportunité, l'impact, la proximité, la controverse, la notoriété, l'actualité et l'insolite. Dans un message à transmettre, l'information constitue un fait ou un événement socialement significatif que le journaliste rapporte après lui avoir donné une forme, une structure. D'où la nécessité d'une grande marge de manœuvre à laisser à la radio et à la télévision locales pour qu'elle épouse l'image du terroir, en proie aux transformations sociopolitiques majeures. Ainsi le *dicktat* de l'uniformité laissera la place à la créativité régionale, gage d'une adaptation réussie aux réalités locales en mouvement. C'est cela le développement de la démocratie audiovisuelle.

Cependant, un événement ne devient une information que lorsqu'on lui donne une certaine forme, une structure. La forme rend l'information facilement consommable par le public. Lorsque quelqu'un écrit par exemple que « Le Gouverneur a inauguré un pont », l'on ne peut pas prétendre donner une information du fait de l'article indéfini *un*. Il manque à la phrase un certain nombre d'éléments de structure pour qu'elle devienne informative. On dirait plutôt: « Le Gouverneur a inauguré hier le pont reliant le quartier Kalubwe au quartier Golf. » Ce propos complet devient informatif. Il répond à des critères de référence: les six questions incontournables qui contraignent tout journaliste à la rigueur: *qui dit quoi, où, quand, pourquoi et comment?* (Harold D. Lasswell, 1930).

En parlant de la communication et du traitement de l'information, Léon-Michel Ilunga souligne avec objectivité les trois grandes *techniques*, évoquées de Jovan Kurbalija: « Tout d'abord la *contextualisation*. Une information n'a de sens que si elle est replacée dans son contexte: comment elle prend sens par rapport à une situation locale » (M. Lorient et alii, in: Ilunga L-M, 2019: 61). Ensuite, il faut procéder par « la prospection de l'information »: l'objectif est de rassembler des grandes séries de données capables de donner du sens à une information ponctuelle ».

« La troisième et dernière technique est la *synthèse*: face à la prolifération d'informations de toute nature, il est de plus en plus important d'en pouvoir extraire les plus pertinentes. Il ne s'agit pas simplement de résumer un grand nombre de pages en quelques lignes, ce qui induit toujours un risque de perte d'informations et d'excès de simplification, mais de penser le texte en fonction des niveaux de précision pertinents et de la nature des informations utiles pour chaque type d'usage qui sera fait. » (M. Lorient et alii, in: Ilunga L-M.: 62).

Ces éléments constituent le nœud de toute activité d'un journalisme politique en matière d'informations en rédaction. Ceci revient à dire que le concept *information* est donc un ensemble de renseignements, de nouvelles obtenues d'une source et se rapportant sur un individu ou sur un groupe d'individus.

#### 5 LES TURBULENCES JOURNALISTIQUES

Dans son histoire tumultueuse, la RDC a connu un journalisme mouvementé à cause de l'instabilité chronique du pays depuis son indépendance. A ce jour, le pays dispose de nombreux organes médiatiques tant officiels que privés tout aussi diversifiés parmi lesquels on récence les pro-gouvernementaux et ceux qui sont proches de l'opposition. Ils sont tous réglementés par un Conseil Supérieur de l'Audiovisuel et de la Communication, CSAC, en sigle.

Par ailleurs, la constitution de République prévoit la liberté de la presse bien que cette garantie soit rarement observée. Le rapport de *Freedom House* (2017) classe le pays comme non libre en matière d'expression médiatique. *Reporter sans frontières* fait écho de ce rapport en classant la RDC à la 154<sup>e</sup> place au classement mondial de la liberté de presse au cours de l'année 2017. Les médias publics sont sous l'autorité du Ministère de la communication et des médias, ce qui implique l'intrusion de l'exécutif dans les médias publics. C'est la loi n° 002/96 du 22 juin 1996 qui fixe les modalités de l'exercice du métier de journaliste et de la liberté de presse en RDC. Comment alors être libre de prendre position, en tant que journaliste, dans un régime en fin mandat et décidé à modifier la constitution pour perdurer ?

Selon Francis Balle, le journalisme « est un métier, un ensemble de métiers ou forme d'expression de tous ceux qui se consacrent, dans quelque domaine que ce soit, à la publication d'une information dès lors que celle-ci a un rapport avec l'actualité immédiate ou récente, et par quelque média que ce soit, un journal, une station de radio, de télévision ou site web » (Balle F., 2006: 226).

Il s'agit ici, dans le contexte de turbulences qui est le nôtre, d'un métier, à risque nous semble-t-il, qui consiste à collecter, à traiter et à diffuser les informations, dans un contexte tendu, velléitaire, vaillant.

Dans la même veine, Jacques Le Bohec renseigne que le journaliste est: « l'individu qui, exerçant son activité professionnelle pour un ou plusieurs organes d'information (presse périodique, agence de presse, radio, télévision) assure tout ou partie du travail de collecte, de traitement et de présentation des informations relatives à des faits ou événements d'actualité. (...) Depuis, le journalisme est devenu toujours plus divers: depuis l'enquête sur terrain ou la collecte et le tri des dépêches d'agences jusqu'à la rédaction et la mise en page ou en ligne, en passant par la détermination des rubriques » (Balle F., 2006: 227).

Tous ces éléments témoignent de la complexité du métier dans un univers pétri de subjectivisme politique où chaque échéance électorale devient un défi pour l'ensemble du monde sociopolitique et pour l'Eglise (la CNCO). Comment prendre position dans l'objectivité que requiert le métier sans irriter certaines opinions politiques. Ce sont là quelques challenges sur la route d'un journalisme provincial dans un contexte de changement.

## **6 DU TRAITEMENT DES INFORMATIONS ET DES CONTRAINTES PROFESSIONNELLES**

Connaissant les tenants et les aboutissants de la ligne éditoriale et des contraintes d'une société en transformation politique, l'on peut désormais considérer que celle de la RTNC/Haut-Katanga relève du mimétisme de la chaîne nationale parce qu'elle n'est pas un principe ou un précepte écrit. Il sied de retenir cependant, après plusieurs entretiens avec des responsables de la station, que la ligne éditoriale de la chaîne repose sur la promotion de l'image de marque de la RDC et des institutions de la République au niveau tant national qu'international. Elle prône la primauté de l'institution la présidence de la République sur les autres Institutions. Cela constitue une entorse à la professionnalisation du métier qui aurait dû fonctionner en toute autonomie.

La forme du pouvoir politique en place contribue à cet écart par rapport à la norme. Cette ligne éditoriale imposée comprend quatre pages traditionnelles: la page nationale, la page locale, la page africaine et la page internationale. La page nationale correspond à la photocopie des informations de la province Ville de Kinshasa. Le conducteur demeure interchangeable au niveau provincial car la censure, presque à tous les niveaux, empêche le professionnel local de déployer son génie. Les informations dites de proximité sont rares parce que la marge de manœuvre est minuscule pour la rédaction provinciale, ce qui occulte, d'une certaine manière, les informations du terroir.

## **7 LE PIÈGE D'UNE LIGNE ÉDITORIALE UNIQUE**

Au chapitre de la ligne éditoriale, faisons remarquer que, si pour la RTNC Haut Katanga, l'objectif est de promouvoir l'image de marque de la République démocratique du Congo à travers ses institutions, d'accompagner le pouvoir dans son élan vers la démocratie, la paix et le développement, il est difficile à la RTNC de présenter l'autre face du pays et de ses institutions sous peine de voguer à contre-courant. Ainsi, la question reste entière: la ligne éditoriale ne constitue-t-elle pas un frein à la diffusion d'une bonne information ? Nous répondrons par l'affirmative et aussi par la négative.

D'abord relevons ici que chaque maison de presse rendant son contenu public a nécessairement une ligne éditoriale. Celle-ci constitue une identité, c'est aussi l'élément fondateur de toute publication. Pour dire autrement, c'est encore une ligne de conduite qui fait la cohésion de l'équipe. Restons tout de même circonspect. L'importance d'une ligne éditoriale n'est pas une gageure dans laquelle l'on devient prisonnier. Car se définir c'est également s'enfermer dans des principes qui risquent fort de faire échapper de vraies occasions de pouvoir informer le public sur l'une ou l'autre actualité brûlante. Raison pour laquelle, ces lignes sont souvent aléatoires, discontinues parfois et qui changent selon les circonstances ou lorsque le pouvoir change de camp.

Signalons qu'en province, certaines chaînes audiovisuelles font profil bas devant certains événements importants sous peine de violer leur ligne éditoriale. C'est à ce point que la ligne éditoriale devient un frein à la diffusion d'une information crédible et authentique. Dans les points qui vont suivre, nous évoquerons quelques cas où la RTNC Haut-Katanga n'a pas donné de la voix au nom de sa ligne éditoriale. Ensuite, nous répondons par non. La ligne éditoriale clairement définie, mieux partagée au sein de l'entreprise ne peut pas constituer un frein à la diffusion d'une information de qualité étant entendu que celle-ci constitue une identité d'une maison de presse. Alors quand est-ce que celle-ci devient-elle un frein à la diffusion d'une bonne, ou mieux d'une information ? Cette question sera éclairée avec l'étude des cas dans les pages qui suivent.

## 7.1 FORMAT DES PAPIERS

A titre illustratif, nous évoquons certains sujets sur lesquels la RTNC/Katanga avait choisi de parler sommairement par principe ou tout simplement par respect de sa ligne éditoriale. Pour être plus concret, nous prendrons la période allant de décembre 2016 à mars 2017. Nous aurions voulu donner plusieurs cas, mais à causes de différentes restrictions, il nous a été difficile d'obtenir auprès des responsables de la chaîne certains papiers portant des informations dites sensibles. Les trois exemples que nous commentons ici ont été obtenus dans des conditions difficiles: le refus systématique d'accéder aux archives de la chaîne.

### 7.1.1 DE LA HIÉRARCHISATION POLITIQUE DES INFORMATIONS

Pour mieux s'en rendre compte, nous avons retenu le papier publié le 26 novembre 2016. Au Journal de 6 heures 30 minutes, la RTNC Haut-Katanga délivre l'information suivante: *«L'opération attaque généralisée lancée par le Gouverneur Jean-Claude Kazembe se concrétise de plus en plus à la périphérie de la ville de Lubumbashi. Plusieurs artères sont reliées au centre-ville. Pour ce faire, le n°1 du Haut-Katanga a fait appel à l'office de routes. C'est le cas ici de l'avenue Pangula, au quartier Bongonga. Cette avenue qui mène à l'Institut Supérieur des Statistiques a vu ses bourniers purgés, le réglage de sa plateforme et le rechargement de la chaussée à la latérite. Les étudiants de l'Institut Supérieur des Statistiques, premiers bénéficiaires de cette initiative du Gouvernement provincial saluent surtout ici la fidélité à la parole donnée du Gouverneur Jean-Claude Kazembe. ----- élément Sonore-----»* (Archive 1).

Comme on peut le constater, le rendu est une évocation d'une information venue sans aucun doute du service de presse du Gouvernorat. La hiérarchisation des informations est fonction de la priorité accordée par la hiérarchie de la radio au rang des personnalités sur lesquelles porte l'information. Ainsi, le Gouverneur passe en premier tandis que les autres personnalités, voire les autres institutions passent ensuite. Cela témoigne de la confiscation de l'espace informationnel dans cet univers congolais où tout ou presque prend un statut politique. En principe, le journalisme ne doit pas se limiter à énumérer ou à faire un bouquet des activités d'une autorité, fût-ce-t-elle un Gouverneur de province. Le professionnel des médias a plutôt pour mission d'aller au fond des choses et d'analyser tout le contour de la question. Cette manière de faire ouvre grande la porte à une faiblesse: le manque de crédibilité.

### 7.1.2 DE L'ALLÉGEANCE POLITIQUE ET DU MANQUE DE CRÉDIBILITÉ

En date du 19 décembre 2016 à 18 heures 30 minutes, la radio donne une information relative à cette journée, date butoir du mandat constitutionnel du Chef de l'Etat.

Au tour de ladite date, certains politiciens de l'opposition appelaient à la désobéissance civile afin de marquer leur mécontentement: un signe de démocratie par excellence. A Lubumbashi, dans certains quartiers périphériques, l'on avait noté une effervescence et une grande activité des forces de l'ordre afin de maintenir le calme. A cette occasion, la RTNC Haut-Katanga avait diffusé l'information dont nous livrons ici le contenu du chapeau. Celle-ci est passée le 20 décembre 2016 à 6 heures 30 minutes. *« La ville de Lubumbashi a vécu normalement ce lundi 19 décembre 2016. Les magasins, boutiques et autres institutions ont ouvert comme d'habitude. Les appels au désordre lancés par l'opposition politique n'ont pas été suivis. »* --- Sonore--- C'est un reportage de Didier Mumba.

On constate bien que l'organe de presse est dans son rôle d'accompagnateur du pouvoir politique dominant, dans sa recherche de la paix sociale et non dans l'investigation objective autour des événements. La dernière phrase de cette citation trahit bien ce rôle qui consiste, en quelque sorte, à marcher dans le sens du vent: jamais évoquer les causes de l'échec des opposants, mais surtout parler de la réussite du pouvoir politique en place, pourtant en fin mandat. Les mots sont bien choisis pour sauvegarder l'image des institutions. Et les journalistes ne peuvent pas donner une autre version de l'information au risque de subir les foudres des dirigeants de la chaîne.

Pour de tels événements, on aurait espéré, pour un média, de rester crédible en livrant une information équilibrée car les auditeurs ont certainement leur version des faits des événements sur le terrain. Ils sont parfois même des acteurs de l'actualité

susmentionnée. C'est pour cela qu'il paraît impérieux de rappeler que la qualité de l'information ne se vérifie que dans la liberté du journaliste. Le contrôle de la qualité de l'information devrait occuper une place importante, comme le souligne judicieusement Michel Lemay (2016). Car l'indépendance et la qualité de l'information sont des conditions primordiales d'une presse digne de foi. Il s'agit de l'indépendance à l'égard de tous les pouvoirs. C'est une valeur qui manque hélas aux professionnels des médias publics. Du coup, les journalistes passent pour de simples répétiteurs, des rossignols du pouvoir. Ainsi, le goût à l'investigation s'étiolle, faute de liberté vis-à-vis du pouvoir politique.

## 8 CONCLUSION

Le but poursuivi dans notre réflexion était de montrer, dans une période de transition vers la démocratie, le bien-fondé d'une ligne éditoriale dans une 'chaîne publique' d'une part et, de l'autre, de chercher à savoir si une ligne éditoriale ne constituait pas, au final, un frein à la diffusion de l'information de qualité. Ou le message lui-même ne prenait pas un détour qui arrangerait le pouvoir, parce que propriétaire de l'entreprise. La RTNC en général et la station du Haut Katanga en particulier a une vocation à nos yeux: celle de devenir réellement une chaîne de **service public** ayant pour objectif de démontrer constamment sa capacité de devenir la **voix de la société Congolaise**. Elle devrait garantir un accès égalitaire à un large éventail d'idées et en permettant différentes rencontres d'intérêts communs qui puisse former la volonté publique.

A recherche confirme aussi que la ligne éditoriale de la RTNC Haut-Katanga continue à promouvoir l'image de marque de la République Démocratique du Congo et de ses institutions tant en interne qu'en externe. Néanmoins, il semble difficile, voire irréaliste de promouvoir l'image de marque d'une entreprise, d'une institution, fût-ce-elle publique sans émettre une moindre critique. C'est ici que la recherche d'une promotion de l'image de marque d'une quelconque organisation, devient partisane sinon militante et propagandiste. La promotion d'une image de marque d'une organisation étouffe la critique.

En cherchant à ménager le pouvoir qui est du reste patron de l'entreprise, pour des raisons de sécurité d'emploi ou de sécurité publique ou pour des raisons d'Etat, constitue une entrave à la liberté de la presse. Puisque, au lieu de traiter l'information véridique la rédaction prend un détour, un angle qui arrange le pouvoir. C'est justement pour éviter cette contradiction que la RTNC Haut-Katanga prend le risque de rater des opportunités de livrer l'information de qualité à son public, foulant ainsi aux pieds toutes les valeurs à la fois morales et professionnelles qui constituent les fondements du journalisme.

## REFERENCES

- [1] LEVY, P., *L'intelligence collective. Pour une anthropologie du cyberspace*, Paris, La Découverte, 1994.
- [2] PUNGI, L., Editorial, in: *Revue Africaine de communication sociale*, Facultés Catholiques de Kinshasa. 2007, pp.5 -7.
- [3] BRETON, Ph., et S. PROULX, *L'explosion de la communication*, Paris, La Découverte, 2012.
- [4] AGNES, Y., *Manuel de journalisme*, Paris, La Découverte, 2008.
- [5] LE BOHEC, J., *Dictionnaire du Journalisme et de Médias*, Paris, PUF, 2010.
- [6] LEMAY, M., « La qualité de l'information dans les médias », in [www.latoile.coop.fr](http://www.latoile.coop.fr), consulté le 18 avril 2021.
- [7] LA GARDETTE, J-M., *Le guide de l'écriture Journalistique*, Paris, La Découverte, 2008.
- [8] POTTER, D., *Guide du journalisme indépendant*, Washington, B.I.D.E.US, 2006.
- [9] BALLE, F., *Lexique d'information communication*, Paris, Dalloz, 2006.
- [10] ILUNGA, L-M., *Pour une nouvelle Communication politique et Diplomatique Africaine*, Louvain-la Neuve, EME éditions, 2019.